

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES
PROCÉDURE ADAPTÉE

Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes

La maison forte

2, rue des Vallières

69390 VOURLES – France

LIFE LA VALBONNE – LIFE18 NAT/FR/000698

**MAITRISE D'ŒUVRE - RESTAURATION
HYDROMORPHOLOGIQUE DES LONES DU CAMP DE LA
VALBONNE – 01**

N°062022MO921VAPA

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Date et heure limite de réception des offres

20 juillet 2022 à 12:00



Le projet LIFE La Valbonne a
reçu le soutien financier du
programme LIFE de l'Union
Européenne

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

Pouvoir adjudicateur

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

2 rue des Vallières

La Maison Forte

69390 VOURLES

Téléphone : 04 72 31 84 50

Télécopie : 04 72 31 84 59

<https://www.cen-rhonealpes.fr/>

Maître d'ouvrage

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Objet de la consultation

Prestation de maîtrise d'œuvre (2022-2024) pour la préparation, la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de la restauration hydro-morphologique de la lône de la Violette et d'une partie de la lône du Grand-gravier situées sur la commune de Balan (01), au sein du camp militaire de la Valbonne

Procédure de passation

Marché passé en procédure adaptée en application du code de la commande publique.

Personne compétente pour la signature du présent marché

Monsieur Jean-Yves Chetaille, président du CEN Rhône-Alpes *ou* son représentant dûment habilité

Date limite de réception des offres

20 juillet 2022 à 12h00

Personne responsable de la consultation au sein du CEN :

Damien Grima – damien.grima@cen-rhonealpes.fr

Table des matières

CHAPITRE PREMIER – GENERALITES	5
Article 1- Objet du marché - dispositions générales - intervenants	5
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Titulaire du marché	5
1.3 Devoir de vérification et devoir de conseil	5
1.4 Sous-traitance.....	5
1.5 Catégorie d'ouvrage et nature des travaux.....	6
1.6 Prestations de la mission.....	6
1.7 Conduite d'opération	6
Article 2 - Pièces constitutives du marché	6
Article 3 - TVA.....	6
CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	7
Article 4 - Forfait de rémunération	7
4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération	7
4.2 Contractualisation du forfait définitif	7
4.3 Dispositions diverses	7
Article 5 - Prix	7
5.1 Forme du prix	7
5.2 Mois d'établissement du prix du marché.....	7
5.3 Modalités de révision des prix	8
Article 6 - Règlement des comptes du titulaire	8
6.1 Avances.....	8
6.2 Règlement des comptes	8
6.3 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement	8
CHAPITRE III – DELAIS, PENALITES POUR RETARD	9
Article 7- Délais-Pénalités	9
Article 8 – Suivi de la mise en œuvre des travaux.....	10
8.1 Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs.....	10
8.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	10
8.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier	11
CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION	11
Article 9 - Ordres de service	11
Article 10– Suspension, arrêt de l'exécution des prestations.....	11
Article 11 - Achèvement de la mission.....	11

CHAPITRE V -RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES	12
Article 12 - Résiliation du marché	12
Article 13 - Assurances	12
13.1 Responsabilité civile professionnelle	12
13.2 Responsabilité civile et décennale	12
13.3 Justificatifs des polices d'assurance	13
Article 14 – Modification du marché.....	13
Article 15 - Secret professionnel et obligation de discrétion	14
Article 16 - Dérogations aux documents généraux.....	14

CHAPITRE PREMIER – GENERALITES

Article 1- Objet du marché - dispositions générales - intervenants

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet une prestation de maîtrise d'œuvre (2022-2024) pour la préparation, la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de la restauration hydro-morphologique de la lône de la Violette et d'une partie de la lône du Grand-gravier situées sur la commune de Balan (01), au sein du camp militaire de la Valbonne dans le cadre du projet LIFE La Valbonne.

Lieu(x) d'exécution : La prestation sera réalisée sur le camp militaire de la Valbonne, dans le département de l'Ain, sur le territoire de la région Auvergne – Rhône – Alpes et dans les locaux du titulaire.

Les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le Maître d'Œuvre" sont précisées à l'acte d'engagement.

1.3 Devoir de vérification et devoir de conseil

Le Maître d'Ouvrage communique au Maître d'Œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'Œuvre pour l'exécution de son marché. Le Maître d'Œuvre est responsable de la vérification des documents ou des informations transmises par le Maître d'Ouvrage lequel est exonéré de toute responsabilité et ne pourra être mis en cause à quelque titre que ce soit du fait de ces documents ou informations.

Le Maître d'Œuvre reconnaît avoir eu toute latitude pour inspecter et examiner le site et ses environs, et les informations disponibles afférentes. Le Maître d'Œuvre reconnaît avoir un devoir de conseil plein et entier vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Œuvre communique au Maître d'Ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait le seul destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'Ouvrage. Notamment, le Maître d'Œuvre devra informer le Maître d'Ouvrage si les documents transmis par ce dernier et, systématiquement analysés, lui semblent susceptibles d'être inexacts ou incomplets. Il fera alors toutes les suggestions nécessaires au Maître d'Ouvrage pour permettre à ce dernier de procéder aux investigations complémentaires nécessaires à la mise à jour des documents transmis.

1.4 Sous-traitance

Le Maître d'Œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément

par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans ce cas, le Maître d'Œuvre renseignera l'Acte d'Engagement et les pièces qui y sont mentionnées. En aucun cas le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu au paiement d'un sous-traitant, quel que soit le rang et les motifs de sa demande, au-delà de l'assiette de son paiement direct telle qu'elle résultera de l'agrément de ses conditions de paiement.

Les sous-traitants, quel que soit leur rang, ne peuvent être déclarés, en toutes circonstances, sans l'accord du Maître d'Œuvre.

1.5 Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

Travaux de restauration de zones humides et milieux aquatiques.

1.6 Prestations de la mission

Le contenu des éléments de la mission est plus précisément précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.7 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le maître de l'ouvrage.

Article 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières éventuelles;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courantes et de services (CCAG – FPS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres, sous réserve des dérogations expressément prévues dans le présent CCAP.
- Le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du présent marché
- Un mémoire technique décrivant la méthodologie employée (moyens techniques et humains mis en œuvre,...)
- les actes spéciaux de sous-traitance

Seuls les originaux détenus par le Maître d'Ouvrage font foi.

Article 3 - TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le taux applicable de la TVA est celui en vigueur à la date de remise des offres. En cas de modification de ce taux en cours d'opération, le nouveau taux sera appliqué.

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 - Forfait de rémunération

4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération FP est le produit du taux de rémunération (t) fixé à l'article 2.4 de l'acte d'engagement par la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée dans l'acte d'engagement. $FP = Co \times t$

Le forfait définitif de rémunération (F) sera arrêté, dès que le coût prévisionnel définitif des travaux (C1) sera définitivement connu, par avenant entre les parties.

NB : le projet bénéficie d'un financement déjà acquis, en majeure partie financé par la commission européenne dans le cadre des programmes LIFE. De ce fait, l'enveloppe globale des travaux de restauration a été fixée à un maximum de 350 000 euros HT environ. Dans le cas où l'avant-projet définitif conclue à un budget supérieur, le maître d'ouvrage devra arbitrer sur les choix à réaliser pour ne pas raisonnablement dépasser l'enveloppe disponible.

4.2 Contractualisation du forfait définitif

Le forfait définitif sera arrêté par voie d'avenant.

4.3 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le Maître d'Œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois mo des études fixé à l'article 5.2 ci-dessous.

Article 5 - Prix

5.1 Forme du prix

Les prix sont fermes et définitifs.

5.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Etudes) qui est celui de la date de remise des offres.

5.3 Modalités de révision des prix

Sans objet.

Article 6 - Règlement des comptes du titulaire

6.1 Avances

Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

6.2 Règlement des comptes

Les montants des prestations seront définis, pour chaque élément de mission, en même temps que le forfait définitif de rémunération.

Le titulaire remettra une demande de paiement en un original et deux copies, précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes, notamment le descriptif des prestations effectuées, leur montant et la période d'exécution.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue des étapes de l'exécution du marché arrêté par avenant, le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues à l'entrepreneur en créditant le compte indiqué dans l'acte d'engagement.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 45 jours fin de mois suivant la date de réception de la facture en bonne et due forme.

6.3 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

En cas de co-traitance ou de sous-traitance avec paiement directement du sous-traitant, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes d'acompte et les projets de décompte, et à accepter les décomptes. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Les pénalités ou retenues sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente des indications relatives aux pénalités et retenues, celles-ci sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération n'engage le Maître d'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

CHAPITRE III – DELAIS, PENALITES POUR RETARD

Article 7- Délais-Pénalités

Le délai d'exécution de l'ensemble de la mission est de 36 mois. Il s'entend de la signature de l'acte d'engagement des deux parties à la réception du dernier livrable.

Le point de départ des délais de chaque élément de mission spécifié dans le CCTP est fixé comme suit :

Par la date de l'accusé de réception par le Maître d'Œuvre, d'un courrier électronique de validation du maître d'ouvrage du document d'étude le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.

Ces délais n'intègrent pas la période de validation de la maîtrise d'ouvrage, qui sont de deux semaines.

Les délais intègrent les périodes de congés annuels.

En cas de retard dans la remise des documents d'études des différentes phases de la mission, le Maître d'Œuvre encourt une pénalité de retard fixée forfaitairement à 50 € par jour calendaire de retard.

Les pénalités et retenues sont encourues sur simple constatation du Maître d'Ouvrage, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulables.

Si le Maître d'Œuvre n'a pas transmis au Maître d'Ouvrage les documents ou effectué les vérifications dans les délais prescrits, le Maître d'Ouvrage peut le mettre en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai qui marque la fin de l'application des pénalités précitées, le Maître d'Ouvrage peut faire établir les documents et effectuer les vérifications aux frais et risques du Maître d'Œuvre défaillant.

Concernant les pénalités pour travail dissimulé, en application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire sera soumis à une pénalité égale à 10 % du montant du marché pour lequel s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Cette pénalité sera cependant plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L. 8224- 1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Article 8 – Suivi de la mise en œuvre des travaux

8.1 Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le Maître d'Œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le Maître d'Œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remet contre récépissé au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Il y adjointra les indications sur la date à laquelle la demande de paiement lui a été remise (copie de l'avis de réception ou du récépissé de dépôt, mention de la date de réception ou de remise sur le document). Le délai de vérification par le Maître d'Œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à huit (8) jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise par l'entrepreneur jusqu'à la date de réception du document ou du récépissé de remise au maître de l'ouvrage de l'ensemble des documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150 €, de l'acompte de travaux correspondant. Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

8.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le Maître d'Œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le Maître d'Œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général définitif. La transmission au maître d'ouvrage du décompte général se fait par lettre recommandée avec avis de réception postal ou contre récépissé. Il y adjointra les indications sur la date à laquelle la demande de paiement lui a été remise (copie de l'avis de réception ou du récépissé de dépôt, mention de la date de réception ou de remise sur le document).

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à douze (12) jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise par l'entrepreneur jusqu'à la date de réception du document ou du récépissé de

remise au maître de l'ouvrage de l'ensemble des documents.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le Maître d'Œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 €.

8.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier, et par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le Maître d'Œuvre encourt une pénalité fixée forfaitairement à 100 € par absence.

Les pénalités et retenues sont encourues sur simple constatation du Maître d'Ouvrage, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulables.

CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION

Article 9 - Ordres de service

Dans le cadre de la prestation concernant le suivi et la réception du chantier, le Maître d'Œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service faisant suite à une décision du maître d'ouvrage doivent être notifiés dans un délai de 3 jours.

La carence constatée du Maître d'Œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard (compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a été réellement), est fixé à 1/500 du montant du marché.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Article 10– Suspension, arrêt de l'exécution des prestations

Chaque élément de mission est considéré comme une phase technique.

Le Maître d'Ouvrage se réserve, à l'issue de chaque élément de mission assorti d'un prix selon la décomposition figurant en annexe à l'acte d'engagement, de mettre fin à l'exécution sans indemnisation du titulaire. Cette décision n'a pas à être motivée.

Article 11 - Achèvement de la mission

La mission du Maître d'Œuvre s'achève à la fin du délai de la « garantie de parfait achèvement » (en cas de pluralité de délais de garantie, à la fin du dernier délai de garantie de « parfait achèvement ») prévue à l'article 44.1, du CCAG-travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière

réserve ou, si un litige subsiste avec une entreprise, jusqu'au règlement final de ce litige ou d'un appel en garantie.

En cas de malfaçons de toute nature qui seraient signalées à l'entrepreneur pendant l'année de parfait achèvement et auxquelles il n'aurait pas été remédié à l'issue du délai de garantie, la mission du Maître d'Œuvre se poursuit jusqu'à ce qu'il soit remédié à ces dites malfaçons.

Pour les marchés ne relevant pas du CCAG-Travaux, le délai de garantie pris en compte est le délai de garantie contractuel du marché considéré.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du Maître d'Œuvre sous la forme d'un procès-verbal de réception, par le Maître d'Ouvrage, dans les conditions de l'article 30 du CCAG-FCS et constatant que le Titulaire a rempli toutes ses obligations.

Les dispositions des autres phases du marché, notamment les délais de réactivité du Maître d'Œuvre, restent applicables pendant toute la phase de « garantie de parfait achèvement » et jusqu'à l'achèvement de la mission.

CHAPITRE V -RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES

Article 12 - Résiliation du marché

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales de Fournitures Courantes et de services sont applicables.

Article 13 - Assurances

13.1 Responsabilité civile professionnelle

Avant la notification de son marché ainsi que chaque année, le Maître d'Œuvre devra justifier au Maître d'Ouvrage qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, désignée dans l'Acte d'Engagement, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat, du fait des personnes dont il est responsable et/ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels, causés aux tiers, y compris les cocontractants.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

13.2 Responsabilité civile et décennale

Le Maître d'Œuvre devra notamment justifier qu'il est Titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du

code des assurances ainsi qu'aux clauses type énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Le Maître d'Œuvre s'engage à obtenir de ses assureurs la renonciation à toute application de règle proportionnelle.

Le Maître d'Œuvre s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le Maître d'Œuvre informera le Maître d'Ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurances. Il informera le Maître d'Ouvrage des déclarations qu'il effectuera auprès de son propre assureur au titre de l'opération.

Pour la responsabilité civile, Le Maître d'Œuvre devra fournir, dans les 15 jours après la notification du marché, une attestation émanant de sa compagnie d'assurances justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie. Il devra également fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final et au début de chaque année pendant laquelle se poursuit l'exécution du marché.

Il devra, s'il y a lieu, sans rémunération complémentaire, souscrire une police complémentaire si le Maître d'Ouvrage, compte tenu des risques particuliers de l'opération, estime que la garantie est insuffisante. Le Maître d'Ouvrage en avertit le Maître d'Œuvre par ordre de service. La production de l'attestation d'assurance correspondante doit intervenir avant la remise du 1er décompte périodique.

La copie de la police complète devra être fournie au Maître d'Ouvrage sur simple demande écrite de sa part.

La production des attestations d'assurances recevables conditionne les règlements à intervenir.

13.3 Justificatifs des polices d'assurance

Le Maître d'Œuvre s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

En tout état de cause, le Maître d'Œuvre s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de l'intervention de ses sous-traitants.

En cas de non-respect par le Maître d'Œuvre des obligations visées au présent CCAP, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Maître d'Œuvre sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Article 14 – Modification du marché

Des modifications pourront être apportées au marché conformément aux dispositions de l'article 2194-7 du code de la commande publique.

Article 15 - Secret professionnel et obligation de discrétion

Le Maître d'Œuvre se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ce sujet et toute remise de documents à des tiers étrangers à l'opération sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Par ailleurs, le Maître d'Œuvre s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des prestations.

Article 16 - Dérogations aux documents généraux

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales de Fournitures Courantes et de Services suivants :

Cahier des Clauses Administratives Particulières	Cahiers des Clauses Administratives Générales de Fournitures Courantes et de Services
L'article 7 déroge à	L'article 14